

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 4

Buchbesprechung: A lire

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

à lire

De l'or pour un empire

Les Larmes du Soleil

Gisèle Ansorge

Ed. Bernard Campiche

(pbs) – Est-ce la belle exposition de L'Or du Pérou il y a quelques années à Lausanne, qui a incité Gisèle Ansorge à partir, avec tout son appétit d'érudition mais aussi affectivement, à la rencontre de la culture de l'empire inca? Sous une forme romancée, elle en restitue le raffinement et la cruauté, les superstitions et la foi dans la toute-puissance de l'Inca. La terre est riche, fertilisée par les excréments des oiseaux de mer, qui sont protégés et qui abondent. L'or aussi abonde, sous forme de pépites que charrient les rivières et qu'on appelle les larmes du soleil. Il appartient à l'Inca et ne sert pas de monnaie, les échanges se réglant par le troc. Il ne sert qu'à décorer les maisons et les vêtements, les palais et les plus humbles instruments de cuisine.

Au centre du roman, la destinée de la fille du gouverneur de la province septentrionale de l'empire. Elle est aimée de son père et choyée par l'esclave qui l'a nourrie de son lait. Elle ressent néanmoins l'état de servitude des femmes, qu'elles soient destinées à devenir les concubines de l'Inca, les vestales des temples, ou les épouses des paysans et des pêcheurs, eux-mêmes esclaves des propriétaires de la terre. Mais bientôt tout l'empire sera pris en esclavage par les conquérants espagnols, l'Inca sera massacré et, de toute une culture millénaire, il ne restera que des œuvres d'art retrouvées dans des tombes.

Cet ouvrage est l'ultime récit de Gisèle Ansorge. La mort l'emportait alors qu'elle en terminait les dernières lignes.

L'enfer au quotidien

La petite fille du silence

Christine Alexander

Fixot, janvier 1995, 204 p.

(mr) – A travers le parcours autobiographique d'une petite

fille, Christine Alexander traite de la violence contre les enfants et les femmes. Placée chez une assistante maternelle, Christine découvre «une présence tendre et gaie, de gros baisers». Elle n'est pas abandonnée puisque sa mère vient la voir et décide de la récupérer lorsqu'elle a 5 ans. Le retour dans sa famille est vécu comme un film d'épouvante: on l'enferme seule dans une pièce inconnue sans lumière et infestée de rats qui lui sautent dessus! Elle fait pipi dans sa culotte de terreur. Le jeune compagnon de sa mère, qui a choisi d'être parachutiste en Indochine plutôt que de purger une peine de prison, attribue des surnoms péjoratifs aux enfants. Il ne tarde pas à les battre à coups de ceinturon. L'auteure explique combien est lourde la complicité de la mère qui laisse faire. Pire, elle incite son compagnon à corriger ses enfants: «Il est le seul capable de nous faire obéir parce que c'est lui l'homme (...).» La petite fille décrit les punitions exagérées, la sœur préférée par la mère qui s'interpose et reçoit un coup de poing dans le visage. La fratrie vit dans la terreur et les accouchements successifs de la mère. Cette dernière est victime à son tour des coups. Ses enfants tremblent et craignent pour sa vie. Le récit de Christine Alexander transforme le lecteur en témoin et le pousse à réagir. Dans toute cette souffrance, surgissent les moments doux avec une grand-mère, une vie normale dans un centre d'hygiène sociale, mais aussi l'explication du secret. Institutrices et médecins déclinent des marques mais l'enfant s'obstine à affirmer qu'elle est tombée.

Ce livre nous pousse tous à ne pas accepter ce type d'explications. A ne pas être complice par passivité.

Un jour, l'enfant sera violée, dans la pièce voisine de celle où se trouve sa mère. Comment les hurlements ne l'ont-ils pas alertée?

C'est en entrant dans la vie active que ces enfants s'échappent de l'enfer. Rien ne sera facile car quitter la maison signifie pour les «parents» la perte d'un salaire.

Christine Alexander avoue avoir attendu 34 ans pour parler et l'avoir fait pour éviter le même chemin de vie à sa nièce de 13 ans violée par son frère. Là encore, la mère de Christine défend son fils!

Terminus gare de Lyon

La Maison du Partage

Denise Brigou

Ed. Cabédita, 1994, 195 p.

une remise en place des idées toutes faites, des témoignages poignants qui remettent en question et qu'il faut lire pour comprendre.

Le testament d'une battante

Une embellie perdue

Gisèle Halimi

Ed. Gallimard, déc 1994, 404 p.

(mr) – Gisèle Halimi tenait son journal de députée. Elle l'avait appelé *embellie*, titre inspiré d'une citation de Léon Blum, président du Conseil du Front Populaire. La campagne des législatives de juin 1981 est le fil conducteur de l'ouvrage. Emportée par la vague rose qui suivit l'ascension de François Mitterrand à la Présidence de la République, elle fut la première députée féministe de France. Appartenant à l'ouverture, et bien que présentée par les instances dirigeantes du P.S., elle sera rejetée par la section de Blois à l'unanimité moins une voix! On lui propose alors l'Isère où le sortant vient de disparaître. «A Paris ou à Lyon, je n'aurais rien appris de vraiment nouveau, tandis que l'Isère, c'est l'aventure», se réjouit-elle. Mais là aussi le chemin est semé d'embûches. Elle est «la parachutée, la Parisienne». Elle mène sa campagne avec courage et détermination. Des femmes soutiennent sa candidature en rappelant aux hommes qu'il est temps d'abandonner certains comportements. Elle se bat pour que la mention «Choisir la cause des femmes» figure sur ses documents. Un militant déchirera sa carte parce qu'elle annonce voter pour l'abolition de la peine de mort. Elle dépeint les courants du P.S. mais aussi l'angoisse de la mère candidate: mon fils «va louper son année», vécue lors de sa première campagne, en 1967, à Paris, à la demande de F. Mitterrand. Gisèle Halimi explique ses propres contradictions: «Toute ma vie, je balance-rai. Nos enfants nous bouffent par tous les bouts de notre disponibilité-temps et esprit. Leur existence nous culpabilise. J'ai souvent ressenti combien la maternité avait limité mes choix, bridé mes curiosités, stoppé mon goût de l'aventure, bref m'avait contrainte, par la force des choses, à banaliser ma vie. La contradiction dura longtemps,



militante trotskiste, routarde enivrée de liberté, la vie fait de Denise, un jour de mars 1975 une soldate, devenue depuis la Capitaine Brigou, de l'Armée du Salut. Depuis dix ans, Denise Brigou répond à l'urgence. Dans *La Maison du Partage*, elle insuffle un esprit et un souffle pour accompagner pas à pas celles et ceux qui veulent quitter la rue, délaisser la galère et l'alcool qui vont de pair, pour retrouver une place au milieu de notre société.

Un ouvrage qui dépeint sans complaisance un monde d'exclus et la spirale qui les entraîne vers les fonds les plus obscurs,

dure encore. Ces fils je les avais voulus», écrit-elle dans son livre.

Mme la députée fera des découvertes et connaîtra bien des difficultés dans l'exercice de son mandat: on l'incite fortement à prendre la carte du P.S. mais on limite son temps de parole, on appose le nom d'un autre sur son projet de loi, on ne la présente pas à la vice-présidence de la commission des lois alors qu'elle est assidue et juriste! Elle fait voter la loi des quotas sur les listes de candidatures. Ce texte sera jugé inconstitutionnel. Elle se bat pour obtenir le remboursement de l'IVG et se heurte aux réticences du Président de la République. Cela lui valut un rappel à l'ordre de «son» groupe. Elle travaille au texte sur les mères porteuses. Elle refuse de voir des femmes commanditaires et des femmes commanditées. «Le droit a pour rôle de préserver une société des dérapages qui peuvent la précipiter dans l'abîme». Elle préfère à l'empêchement de la loi, la démarche en amont: l'explication, la dissuasion, une information complète.

Au passage se profile quelques portraits sans complaisance: Michel Rocard, Pierre Joxe dit «l'Autorité», Gaston Deferre qui a toujours soutenu «Choisir», Jacques Attali, conseiller du Président qui veut tout savoir, Pierre Bérégovoy ou Michel Jobert, et elle découvre qu'il y a des machos...à gauche! Elle se sent marginalisée. La ministre des droits de la Femme s'inspire du «Programme commun des Femmes» sans le citer. Ses conœurs ne la soutiennent pas. Les féministes déçues de l'évolution, pensent qu'elle se fourvoie, que ça n'avance pas assez vite! Passionnée par tempérament, elle fait preuve d'objectivité en reconnaissant qu'il existe une droite moderne: «celle qui prit l'initiative de la loi sur l'avortement».

Elle sera nommée ambassadrice auprès d'une organisation internationale. Puis vient le temps de la déception et de la révélation du passé de François Mitterrand. Le livre de Gisèle Halimi est attachant. C'est le récit d'un combat constant, de ses convictions, de son témoignage sur une intégration réussie, de sa sensibilité.

L'émotion est là quand elle évoque le suicide de ses trois amies et compagnes de route ou les faits de résistance à Mallevalet, dans «sa» commune

de l'Isère. La tendresse d'une Gisèle grand-mère de Maud illumine et défend la nécessité du parcours. —

Asile-Violence-Exclusion en Europe

Histoire, analyse, prospective. Cahiers de la section des Sciences de l'Education de l'Université de Genève et Groupe de Genève: «Violence et droit d'asile en Europe». Genève octobre 1994.

(sf) — Le groupe de Genève «Violence et droit d'asile en Europe» (GGE) est issu d'une rencontre internationale sur le thème des migrations qui réunissait, en septembre 1993, trente pays du Nord, du Sud et de l'Est. Le GGE s'inquiète de l'évolution des sociétés européennes et de la dérive des pratiques de l'asile. Il veut combattre l'exclusion. L'ouvrage «Asile-Violence-Exclusion en Europe» réunit 42 textes. Il illustre la complexité de ces problèmes.

Les statistiques du HCR sont limpides. Les pays développés, ceux qui détiennent deux tiers de la richesse mondiale, accueillent, en 1993, 15% des réfugiés. Les pays pauvres du Sud hébergent la grande majorité des victimes des conflits. Dans certains Etats africains, les réfugiés représentent 10% de la population. Dans les pays de l'Union européenne, ce taux est de 0,16%. Les accords de Schengen (1985) prévoient la libre circulation des personnes et la suppression graduelle des contrôles aux frontières. L'immigration des autres, soit des étrangers à la Communauté, pose problème. On glisse vers une «répression organisée sous la forme d'une coopération intergouvernementale contre le droit à l'immigration».

L'Europe de Maastricht voit à la fois avec effroi et indifférence se rouvrir l'ancienne fracture des Balkans. Les Etats érigent un nouveau mur. Ils rayent de leur constitution le droit subjectif à l'asile (Allemagne), remplaçant l'exigence juridique fondamentale de protection des êtres menacés par une tolérance de séjour temporaire et provisoire. Une valeur essentielle de nos sociétés, l'asile, un droit fondamental, le droit d'asile, sont en voie de disparition dans nombre de pays européens. Le

droit d'asile devient de plus en plus simple assistance. Cette dérive d'un droit fondamental est dangereuse. Imperceptiblement au gré des redéfinitions du statut de réfugié, on s'éloigne des principes démocratiques fondamentaux.

Hannah Arendt, dans une analyse du statut des apatrides, clamé avec force que tout être appartient à une communauté. Lui refuser ce droit revient à l'exclure de son statut de sujet de droit, donc du «droit d'avoir des droits».

Les pays européens ne parviennent pas à définir une politique commune en matière d'asile. Ils en viennent à choisir leurs réfugiés et leurs pauvres. Les gouvernements refusent d'accorder le droit d'asile aux femmes victimes de persécutions liées à leur condition et à leur sexe. Même dans les Etats engagés à appliquer le principe de l'égalité de traitement entre femmes et hommes, on relève que les pratiques de la police,

de la justice et de l'administration sont discriminatoires. La meilleure chance d'obtenir l'asile pour une femme est toujours d'être l'épouse d'un homme engagé dans une juste lutte politique contre une dictature... Les femmes actives contre ces mêmes régimes sont souvent considérées comme apolitiques car les violences subies sont jugées «non exceptionnelles». Ainsi en est-il du viol par exemple.

Dans le monde, la majorité (75%) des «réfugiés» sont des femmes. 60 à 80% d'entre elles assument seules la survie de leur famille. Pourtant, les politiques d'immigration sont taillées à la mesure des hommes... Cette distorsion conduit à de graves discriminations. Aujourd'hui lutter contre l'exclusion dans les seuls pays de l'asile ne suffit pas. Il faut aussi agir aux racines du mal, empêcher les dérives des Etats du Sud et de l'Est.

Olympe*

Parmi les nombreux «livres reçus» dont les membres du comité de rédaction se répartissent la lecture, il en est un qui doit retenir notre attention. C'est le N° 2, de janvier 1995, de la publication *Olympe*. Le nom, on l'aura deviné, est un hommage à cette pionnière Olympe de Gouges qui, à la Révolution, a payé de sa tête d'avoir la première proclamé les droits de la femme. Un sous-titre: *Feministische Hefte zur Politik*. Le groupe responsable, présidé par l'historienne Elisabeth Joris, prévoit, si possible, deux numéros par an. Aucun nom romand dans ce groupe formé de politiciennes, juristes, économistes.

Le présent numéro ouvre sur un portrait de Flora Tristan, cette féministe socialiste qui, en 1840, avec ses *Promenades dans Londres* a écrit le premier livre de sociologie révélant la situation des femmes au début de la révolution industrielle. On voit quelle sera l'orientation du numéro, sous-titre *Wirtschaftspolitik, Konflikte um Definitionsmacht*. Une centaine de pages, 17 études, sur ce problème du pouvoir dans une économie qui ignore l'importance du travail non rémunéré. Une économie où les femmes dominantes ont été formulées à partir d'une seule notion, mais qu'on pouvait chiffrer, l'argent. Une économie où les femmes peuvent aujourd'hui faire entendre discrètement leur voix, mais où elles n'ont jamais aucun pouvoir.

Il y a beaucoup d'idées à retenir, et quelques indications... chiffrées. Les problèmes sont traités sous des angles divers par des politiciennes, juristes, économistes, spécialistes du tiers-monde, etc. Aucune romande parmi elles.

A la suite, quelques pages sont consacrées à l'actualité politico-économique vue du point de vue des femmes: conférences du Caire et de Pékin, accords du Gatt. Et enfin, une importante revue de nombreux livres, étrangers, sur le thème du numéro.

On ne peut que regretter, avec les auteures, que trop peu de femmes soient des spécialistes de l'économie, surtout à un moment où les problèmes de l'emploi, de la compétitivité internationale, des assurances sociales, sont en pleine évolution. Et on ne peut que regretter l'absence d'une collaboration avec la Suisse romande dans des recherches d'importance nationale.

*Rédaction: Elisabeth Joris, Gemeindesstrasse 62, 8032 Zurich. Fr. 17.—. Perle Bugnion-Secretan